

Délibération n°2026_06_05_4

Objet : Commission de contrôle financier : création, composition et désignation des membres

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU VENDREDI 5 JUIN 2026

L'an deux mille vingt six, le cinq juin, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 29 mai 2026, s'est réuni à 17h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 23

Nombre de membres représentés : 6

Secrétaire de séance : Francine BOYER

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario Joseph MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Fabrice IRANZO - Brigitte RODRIGUEZ - Olivier BOUDET - Maryline BENEDETTI - Xavier MIRAULT - Francine BOYER - René DEROSI - Jean-Marc MALEK - Michel LITTON - Muriel POUJOL - Sandrine CLAPIER - Cyril MARCHAL - Karine BREITHEL - Benoît DELTOUR - Farah GUILLAUMONT - Magali OLOMBEL - Romain CASAS-MATEU - Liliane FELIX - Sabine COMMUNAY - Richard CHAUVET

Absents représentés :

Eric LOUVET pouvoir à Michel LITTON - Patricia NIVESSE pouvoir à Jocelyne TAVERNE - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Patrick PASQUIER pouvoir à Sabine COMMUNAY - Fanette VIALARD pouvoir à Richard CHAUVET - Mickaël BERGE pouvoir à Liliane FELIX

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-21, R.2222-1 à R.2222-6 et L. 2121-22 ;

Conformément aux articles R.2222-1 à R.2222-6 du CGCT, les communes ayant plus de 75 000 euros de recettes de fonctionnement doivent créer une commission de contrôle financier (CCF) ;

Cette commission a pour objet de contrôler l'exécution des conventions financières passées avec les entreprises, au titre d'une délégation de service public (DSP), d'un marché public de services publics, d'un contrat de partenariat lorsqu'il comprend la gestion d'une mission de service public ou d'une garantie d'emprunt ;

Elle examine les comptes détaillés des opérations menées par les entreprises concernées qui doivent fournir tous les livres et documents nécessaires à la vérification de ces comptes ;

Un rapport écrit de la commission de contrôle financier (CCF) est établi annuellement, et doit, notamment, comporter les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service rendu aux usagers ;

Eu égard aux DSP conclues par la commune (crèches, accueils péri-sociales et complexe Marius Vitou), il est nécessaire de créer la commission de contrôle financier, de fixer sa composition et d'en désigner ses membres ;

Conformément à l'article R.2222-3 du Code général des collectivités territoriales, la composition de la commission de contrôle financier (CCF) est librement fixée par le Conseil municipal ;

Il est proposé que la commission de contrôle financier reprenne la composition de la commission Gouvernance et Action publique soit 7 membres et le Maire président, afin de garantir au mieux la représentativité du pluralisme politique, soit pour mémoire :

M. Jean Pierre RICO – président,
M. Eric LOUVET,
Mme Brigitte RODRIGUEZ,
M. Michel LITTON,
Mme Patricia NIVESSE,
M. Cyril MARCHAL,
Mme Magali OLOMBEL,
M. Richard CHAUVET.

Aucune autre candidature n'est constatée.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Créer la commission de contrôle financier ;
- Décider à l'unanimité de désigner les membres de la commission à main levée et non au scrutin secret ;
- Élire à main levée les membres de la commission de contrôle financier tels que proposés ci-dessus ;
- Dire qu'elle est présidée par M. le Maire ou son représentant.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 29
Contre : 0
Abstention : 0
Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Francine BOYER



Fait à Pérols, le 8 juin 2026

Le Maire,
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.